

NON A LA SUPPRESSION DE LA TRESORERIE DE L'ISLE-EN-DODON

Toulouse, le 27 juin 2015

« Les l'Islois, rencontrés sur le marché, samedi matin, ne semblaient pas être au courant. Ils ont découvert la situation avec stupéfaction et se sont montrés très sensibilisés.
« Non, ça n'est pas possible, on va aller où nous alors ? »
« Je ne suis pas au courant, il faut faire quelque chose. Et ma feuille d'impôt, qui va me la remplir, qui va m'aider ? »
« Aller à Boulogne ? Moi, j'y vais jamais ! »
« Nous, on est âgé, on a du mal à se déplacer, on va faire comment ? »
« Il faudra aller où ? je ne conduis plus »
« Et qu'est-ce qu'on peut faire ? Il y a une pétition à signer ? »
« Ca peut pas arriver ! La Trésorerie, ils vont pas nous l'enlever quand même ».

Les commentaires ci-dessus sont extraits d'un article du journal La Dépêche-du-Midi du 7 mars 2008, relatif à la fermeture annoncée, à l'époque par le Trésorier Payeur Général, de la trésorerie de l'Isle-en-Dodon. Ils exposent très clairement les inquiétudes de la population concernant la fermeture de ce service public de proximité.

La forte mobilisation des acteurs locaux avait mis en échec ce projet de fermeture.



Sept ans plus tard, le Directeur Régional des Finances Publiques vient d'annoncer la fermeture du Centre des Finances Publiques de l'Isle-en-Dodon au 1^{er} janvier 2016.

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Veut-on faire payer à la population locale, aux élus et la CGT leur opposition à la fermeture en 2008, qui avait par ailleurs empêché la fermeture des sites d'Aurignac et Aspet ? Veut-on faire payer aux élus locaux l'envahissement par 80 d'entre eux issus des cantons de l'Isle-en-Dodon, Aspet et Aurignac d'une réunion des cadres des Finances Publiques à Aspet le 16 mai 2008 ?

Il y a deux ans, le SIVOM a relogé le Centre des Finances Publiques de l'Isle-en-Dodon dans ses locaux, après des travaux d'aménagement financés par les contribuables. Les habitants de l'Isle-en-Dodon apprécieront.

« Un agent de la Trésorerie de l'Isle confie : « **Je travaille ici depuis sept ans, j'ai le sentiment de rendre un vrai service public. Le public est âgé, fragilisé, on fait vraiment quelque chose d'utile. Les gens ne se déplaceront pas pour aller à Boulogne** ».

À son tour, le maire de L'Isle-en-Dodon, s'exprime : « **On veut défendre la Trésorerie, il y a l'unanimité dans le canton, les élus, le conseiller général. On va travailler de concert avec les syndicats, mener le combat, se rassembler. Il faut que la Trésorerie reste à L'Isle-en-Dodon, c'est l'intérêt de tous** ».

Ces témoignages issus du même article de la Dépêche-du-Midi ont selon nous la même actualité en 2015.

Le ministre du budget Eric Woerth, répondant à une question écrite au gouvernement par le député Jean Louis Idiart affirmait en 2009 : « **Dans les communes où seules des trésoreries sont implantées, l'accueil fiscal de proximité sera organisé en enrichissant l'offre de services des trésoreries, de telle sorte qu'elles puissent traiter, outre les questions de recouvrement, celles liées au calcul de l'impôt. La création d'un guichet fiscal unique sur l'ensemble du territoire n'est donc en aucune manière un motif de fermeture de services de proximité, mais consolide au contraire les missions d'accueil des contribuables du réseau de proximité** ». (Journal Officiel du 27/10/2009).

Or, depuis le 1^{er} mars 2015, sans aucune concertation avec les élus, la population ou les organisations syndicales, les trésoreries rurales ont vu leurs horaires d'ouverture au public réduits (fermeture deux journées entières ou tous les après-midi). **La trésorerie de Boulogne sur Gesse, censée accueillir les usagers de l'Isle-en-Dodon à compter du 1^{er} janvier 2016, sera donc ouverte moitié moins de temps qu'en 2008.**

De surcroît, aucune indication n'a été donnée par le Directeur Régional sur le transfert des deux emplois de l'Isle-en-Dodon vers Boulogne-sur-Gesse. **Il n'est donc pas certain que le nombre de collègues transférés avec les missions sera équivalent, rendant de fait le service rendu au public dans des conditions dégradées.**

La pérennité du Centre des Finances Publiques de Boulogne-sur-Gesse n'est pas assurée dans les projets futurs de l'administration fiscale, compte tenu des politiques d'austérité qui continuent à impacter les services publics.

La CGT Finances Publiques entend bien une nouvelle fois engager un front unique de combat (syndicats, élus, commerçants, population, ...) contre cette mesure régressive qui mettra un peu plus à mal les conditions de vie dans le canton de l'Isle-en-Dodon.

La fermeture des services publics n'est pas inéluctable, vous l'avez démontré en 2008.

Ensemble, nous pouvons inverser la décision unilatérale de notre Direction et faire qu'une reconquête de l'ensemble de ces services soit à l'ordre du jour dans le canton.

